

Urbs et civitas

Quand la ville est rattrapée par la guerre

PIERRE BERGEL

Ville et guerre : une nouvelle actualité

Si la guerre menace les villes depuis les débuts de l'urbanisation, elle a pris une actualité nouvelle avec le conflit en Ukraine. Depuis, la menace s'est précisée au gré des conflits récents, au Sud-Liban et en Iran (depuis février 2026).

Il semblait pourtant impensable que des villes puissent être à nouveau prises pour cibles après l'anéantissement de nombreuses cités européennes et japonaises durant la Seconde Guerre mondiale et les deux apocalypses nucléaires d'Hiroshima et de Nagasaki. À partir des années 1950, les deux super-puissances rivales, États-Unis et URSS, protègent leurs alliés au moyen d'un « parapluie nucléaire ». Cet « équilibre de la terreur¹ » semble empêcher tout agresseur de frapper les énormes concentrations de populations et d'infrastructures que sont devenues les villes, du fait de leur croissance rapide des décennies 1950-1990².

Depuis, la guerre froide s'est achevée et le monde s'est fracturé. Sont donc apparus une myriade de prétendants à la destruction urbaine : « États-voyous » plus ou moins nucléarisés, mouvements rebelles plus ou moins mafieux, groupes terroristes, « loups solitaires », etc. La guerre urbaine est revenue au premier plan des inquiétudes et, partout, les citoyens redoutent de voir leur ville s'embraser. On se souvient du montage vidéo qui, en mars 2023, montrait les monuments parisiens sous le feu d'un bombardement aérien³.

Urbs et civitas : deux catégories anciennes pour comprendre le présent

Pourquoi et comment refait-on la guerre à la ville ? Pourquoi et comment refait-on la guerre *dans* la ville ? Répondre à ces questions nécessite d'en revenir aux Anciens. Pionniers du développement urbain occidental dès l'Antiquité, les Romains avaient coutume de considérer la ville sous deux aspects : *urbs* et *civitas*. La *civitas* désigne l'ensemble des habitants d'une ville, unis par des lois qui leur imposent responsabilités et devoirs. L'*urbs* désigne l'aspect matériel de la ville, soit l'espace urbain aménagé⁴. Simultanément *urbs* et *civitas*, la ville contemporaine présente toujours cette double face.

La *civitas* réunit des citoyens de toutes conditions, les obligeant à construire une vie pacifiée. Simultanément, la ville attire le conflit armé car son espace matériel, l'*urbs*, est convoité pour ses concentrations de populations et de richesses. L'*urbs* représente donc un enjeu majeur pour des assaillants potentiels, d'autant plus sensible que les citoyens dépendent de l'extérieur, particulièrement pour leur ravitaillement. Structurellement dépendante, l'*urbs* est vulnérable, ce qui en fait une cible de choix et contraint les *civitas* à la défendre.

La guerre urbaine se rapproche, un échec de la *civitas* ?

Une grande majorité de la population mondiale est désormais urbaine⁵. On pourrait donc espérer qu'un tel triomphe de la *civitas* fasse progresser la paix mondiale. Pourtant, après un point bas situé en

1 | Les expressions « parapluie nucléaire » et « équilibre de la terreur » sont apparues durant la guerre froide, au cours des années 1950.

2 | La guerre froide est qualifiée de « paix impossible » et de « guerre improbable » par Raymond Aron, qui utilise cet aphorisme dans son ouvrage *Le Grand Schisme*, paru en 1948.

3 | Voir Victor Vasseur, 12 mars 2023, « Paris bombardé : la vidéo choc des autorités ukrainiennes pour réclamer une *no-fly zone* ». Site Internet de Radio-France : <https://www.radiofrance.fr/franceinter/paris-bombarde-la-video-choc-des-autorites-ukrainiennes-pour-reclamer-une-no-fly-zone-6499071>

4 | Cf. G.B Prato, « *Polis, urbs et civitas*. Un regard d'anthropologue », *Revue Diogène*, 2015/3, n° 251-252.

5 | En 2025, un changement de méthodologie décidé par l'ONU a fait mécaniquement grimper le taux de la population urbaine mondiale de 55 à 81 %, une valeur probablement surestimée mais plus proche de la réalité que la précédente. Cf. United Nations, Department of Economic and Social Affairs, *World Urbanization Prospects 2025*, Summary of results, 2025.

2008¹, la conflictualité a fortement augmenté à partir de 2020 pour s'approcher des niveaux enregistrés durant la guerre froide². Compte tenu des taux d'urbanisation élevés, ces conflits affectent largement les villes et leurs citoyens.

La guerre a ainsi fait une spectaculaire réapparition dans l'univers mental de toutes les populations mondiales, y compris en Europe et en Amérique du Nord, là où l'urbanisation est à la fois ancienne et intense. Après la première guerre du Golfe (1991) qui marquait un retour de la guerre classique, la guerre civile dans l'ex-Yougoslavie a signé le retour des conflits armés sur le continent européen, « à deux heures de Paris ». Redevenue européenne, la guerre se « citadinise » avec le siège de Sarajevo (1992-1996).

Depuis, cette double tendance s'est confirmée. Des conflits armés se rapprochent des États européens et la plupart d'entre eux prennent des villes pour cibles : Grozny (1999), Beyrouth et le Sud-Liban (depuis les années 1990), villes libyennes (2011), syriennes (2011-2024) ou ukrainiennes (2022). Gaza (2023), Iran (2026).

Outre la proximité, l'inquiétude est liée à l'apparition des drones de combat. Peu coûteux à produire, faciles à transporter et à mobiliser, ils peuvent être utilisés en nombre par des belligérants peu dotés en ressources techniques et financières, y compris des groupes rebelles ou terroristes. Emportant des charges explosives modestes, les drones peuvent frapper de manière ciblée³. Cette capacité nouvelle bouleverse les rapports de force dans des guerres asymétriques, où le plus puissant n'est pas assuré de triompher.

L'urbs, la civitas et la guerre

Depuis les années 2000, l'importance stratégique des villes est réactivée, en même temps qu'elle change de nature. Si l'*urbs* demeure un objectif, les valeurs politiques et morales que porte la *civitas* peuvent également être visées⁴. Dans des opérations d'un nouveau type, tireurs de hasard, bombes humaines et avions fous constituent des armes destinées à faire pression sur les populations et, plus encore, sur leurs modes de vie. Depuis la destruction du World Trade Center, les attentats de Madrid (2004), Londres (2005), Boston (2013), Paris (2015) ont réinstallé la guerre au cœur des villes européennes et nord-américaines. La menace y est perçue comme permanente puisqu'un attentat peut frapper à tout moment.

1 | P. Bergel, « Villes dans la guerre, guerres dans la ville : *urbs* et *civitas* », in P. Bergel, V. Milliot, *La ville en ébullition*, Presses Universitaires de Rennes, 2014, pp. 113-125.

2 | La conflictualité mondiale est mesurée au moyen d'un indicateur composite synthétisant 23 critères. Cf. Institute for Economics & Peace, *Global peace Index 2025 : Identifying and measuring the factors that drive Peace*. Sydney, juin 2025. Disponible à l'adresse : <http://visionofhumanity.org/resources>

3 | Le drone iranien Shahed 136, utilisé en Ukraine et dans le Golfe arabo-persique, coûte entre 20 et 50 000 dollars. Il peut emporter au maximum 40 kg d'explosifs.

4 | Cf. P. Virillio, *Ville panique. Ailleurs commence ici*, Galilée, 2004.

Le Palais de la promotion industrielle de la préfecture d'Hiroshima est l'une des rares structures à ne pas avoir été complètement détruites par la bombe. Il est aujourd'hui connu sous le nom de « Dôme de la bombe atomique » (*Genbaku Dome*).

© Maarten Heerlien from Voorschoten, The Netherlands, CC BY-SA 2.0, via Wikimedia Commons.



Ces nouvelles occurrences de la conflictualité urbaine ont obligé militaires et politiques à repenser la protection des villes¹. À l'échelle locale de l'*urbs*, les usagers des lieux les plus fréquentés (aéroports, grands musées, rassemblements sportifs et artistiques) se sont accoutumés aux vigiles, aux portiques de sécurité, aux mesures restrictives ainsi qu'à la présence de détachements militaires lourdement armés (opération Sentinelle en France). À une échelle nationale, la surveillance par moyens aériens, électroniques ou satellitaires, ainsi que la dissuasion nucléaire ont pour objectif de convaincre un agresseur potentiel qu'il aura plus à perdre qu'à gagner s'il projette d'attaquer une ville.

Remilitariser la *civitas* pour protéger la ville ?

Comment les *civitas* menacées peuvent-elles réagir sans délaisser leurs valeurs fondatrices ? Comment les sociétés urbaines démocratiques peuvent-elles simultanément « vouloir la paix » et « préparer la guerre² » ? Les autorités françaises s'essaient à cet exercice depuis le début des années 2000.

Après la disparition du Service national en 1997, le ministère de la Défense a pris diverses initiatives pour renouveler le lien entre la défense et la société, y compris par une visibilité renouvelée des militaires dans les espaces urbains³. Plus récemment, il s'agit de remilitariser la *civitas*. Dans un discours prononcé devant le congrès de l'Association des Maires de

France (18 novembre 2025), le général Mandon, chef d'état-major des Armées, considère que « ce qu'il nous manque, c'est la force d'âme pour accepter de nous faire mal pour défendre la Nation. (...) Il faut accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement. Si nous ne sommes pas prêts à cela, alors nous sommes en risque⁴ ».

Confirmé par le président de la République⁵, ce constat a été repris par le Premier ministre au début de la guerre au Proche-Orient. Devant l'Assemblée nationale, il a annoncé des mesures visant à orienter les industries civiles vers les productions militaires. Reprenant le constat du général Mandon, il a surtout appelé la société civile à se mobiliser autour de la chose militaire⁶.

Entérinées par la loi de programmation 2024-2030, les dépenses militaires de la France passeront à 5 % du PIB en 2035 (2 % aujourd'hui), une augmentation similaire à celle de la majorité des États européens. La remilitarisation des sociétés civiles européennes est donc en marche. Elle engage l'avenir des sociétés démocratiques, pacifiées depuis 1945 et désormais confrontées à des menaces qui pèsent prioritairement sur les villes. Comment ces sociétés parviendront-elles simultanément à préserver les libertés garantes du contrat démocratique ? Voilà une question fondamentale qui, pour l'instant, reste sans réponse. _

1 | En 2006, le ministère de la Défense a créé le CENZUB (Centre d'entraînement aux actions en zone urbaine) qui reconstitue des espaces urbains type où les forces armées peuvent se préparer à la guerre urbaine.

2 | « *Si vis pacem para bellum* » : « si tu veux la paix, prépare la guerre », cette citation maintes fois reprises est inspirée de l'auteur romain Végèce (IV^e-V^e siècle).

3 | P. Bergel, V. Veschambre, « Les armées dans la ville, vers un renouvellement des rapports entre l'urbain et le militaire : le cas des agglomérations d'Angers et de Saumur », in P. Leroux (dir.), *Présence et représentation de l'institution militaire dans la ville*, Ministère de la Défense, Centre d'études en sciences sociales de la défense (C2SD), mars 2003, pp. 13-97.

4 | De larges extraits de ce discours sont disponibles sur le site de l'Association des Maires de France à l'adresse : <https://www.amf.asso.fr/documents-le-chef-detat-major-armees-demande-aux-maires-preparer-la-population-aux-futurs-conflits/42877>

5 | Discours prononcé devant le personnel de la base sous-marine nucléaire de l'île Longue (2 mars 2026). Disponible à l'adresse : <https://uk.diplomatie.gouv.fr/fr/discours-du-president-sur-la-dissuasion-nucleaire>

6 | Discours devant l'Assemblée nationale (25 mars 2026). Disponible à l'adresse : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/comptes-rendus/seance/session-ordinaire-de-2025-2026/premiere-seance-du-mercredi-25-mars-2026>